

Partenariat enregistré

Loi sur le partenariat enregistré entre personnes de même sexe (loi sur le partenariat)

Entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2007

Le partenariat enregistré engage les partenaires de même sexe à mener une vie de couple et à assumer des responsabilités solidaires. Les partenaires se doivent assistance et respect. Ils contribuent, chacun selon ses facultés, à l'entretien de la communauté.

Conditions

Pour conclure un partenariat enregistré, les partenaires doivent remplir les conditions légales suivantes:

- Les partenaires doivent être âgés de 18 ans révolus et capables de discernement;
- Ils ne doivent pas être déjà mariés ni liés par un partenariat enregistré;
- Les interdits doivent avoir le consentement de leur représentant légal;
- Les partenaires ne doivent pas être parents en ligne directe. Une personne ne peut pas contracter un partenariat avec son frère ou sa sœur, son père ou sa mère ou un grand-parent, que la parenté repose sur les liens de sang ou l'adoption.
- Un des deux partenaires doit posséder la nationalité suisse ou avoir son domicile en Suisse.

Deux partenaires étrangers, domiciliés à l'étranger, ne peuvent contracter un partenariat en Suisse.

Procédure préparatoire

Les partenaires se présentent à l'office de l'état civil du domicile de l'un d'eux et produisent les documents suivants:

Citoyens suisses:

Un certificat individuel d'état civil et une attestation de domicile.

Citoyens étrangers:

Une attestation de domicile ainsi que des documents probants, relatifs à la naissance, au sexe, au nom, à la filiation, à l'état civil et à la nationalité.

Partenaires précédemment mariés ou liés par un partenariat enregistré:

Confirmation de la dissolution du mariage ou du partenariat enregistré.

La formule de demande d'enregistrement d'un partenariat peut être sollicitée auprès de l'office de l'état civil compétent.

Après avoir rempli la formule prévue et présenté les documents nécessaires, les partenaires doivent en outre déclarer personnellement à l'officier de l'état civil qu'ils remplissent toutes les conditions légales.

L'officier de l'état civil examine la demande et communique aux partenaires que le partenariat peut être enregistré. Les détails de l'enregistrement sont arrêtés d'entente avec l'office de l'état civil. L'enregistrement doit avoir lieu trois mois au plus tard après la communication de la décision relative au résultat positif de la procédure préliminaire.

Les Suisses de l'étranger peuvent déposer leur demande par l'intermédiaire de la représentation diplomatique ou consulaire compétente.

Conclusion du partenariat

L'officier de l'état civil reçoit la déclaration de volonté des deux partenaires de conclure un partenariat et leur fait signer l'acte de partenariat. L'officier de l'état civil leur délivre ensuite un certificat de partenariat.

Coûts

L'office de l'état civil prélève un émoulement pour l'enregistrement du partenariat (préparation et conclusion du partenariat) et pour les documents remis.

Reconnaissance des partenariats homosexuels contractés à l'étranger

Un partenariat valablement contracté à l'étranger est reconnu en Suisse s'il est conforme aux principes du droit suisse.

Le partenariat est saisi dans le registre de l'état civil « Infostar » si l'un des partenaires possède la nationalité suisse ou est domicilié en Suisse. La demande de reconnaissance doit être remise à la représentation suisse (ambassade ou consulat) avec les documents relatifs au partenariat enregistré.

La représentation suisse vérifie l'exactitude des documents, les légalise et les traduit, au besoin, dans une langue officielle de la Suisse (contre paiement d'un émoulement). Les documents seront ensuite transmis à l'autorité cantonale de surveillance de l'état civil compétente. L'autorité de surveillance du canton d'origine est compétente pour les Suisses de l'étranger alors que pour les personnes étrangères domiciliées en Suisse, la reconnaissance est décidée par l'autorité de surveillance de l'état civil du canton de domicile.

L'autorité cantonale de surveillance statue sur la reconnaissance. Si les conditions sont remplies, elle ordonne la transcription dans les registres. Sur la base de cette décision, le partenariat conclu à l'étranger peut ainsi être saisi dans le registre de l'état civil „Infostar“.

Un mariage célébré à l'étranger entre personnes de même sexe est reconnu en Suisse en tant que partenariat enregistré.

Nouvel état civil

L'état civil doit toujours être indiqué dans les formules officielles et dans la correspondance avec les autorités. La désignation officielle est « lié par un partenariat enregistré », respectivement « partenariat dissous » après la dissolution judiciaire du partenariat ou le décès d'un partenaire.

Logement commun

Les deux partenaires s'engagent par l'enregistrement à mener une vie de couple. Ils décident ensemble s'ils veulent vivre dans un logement commun ou dans deux ou plusieurs appartements. Un partenaire ne peut aliéner ou résilier le bail de l'appartement commun qu'avec le consentement exprès de l'autre.

Effets du partenariat enregistré

Effets personnels

Nom et droit de cité de partenaires suisses

Le partenariat enregistré reste sans effet sur le nom des partenaires. Il en est de même quant au droit de cité. Afin de faire ressortir leur lien, les partenaires ont toute fois la possibilité de porter, dans le passeport, (mais pas sur la carte d'identité) un «nom du partenariat» sous la rubrique « Compléments officiels » sans trait d'union entre les deux noms de famille. Ce «nom du partenariat» est cependant sans valeur juridique.

Les partenaires étrangers qui habitent en Suisse peuvent déclarer à l'officier de l'état civil qu'ils souhaitent que leur nom soit régi par leur droit national (art. 37 al. 2 de la loi fédérale sur le droit international privé; LDIP RS 291). Dans certains pays, le droit national (p.ex. Allemagne, pays scandinaves) permet aux partenaires de porter un nom commun.

Acquisition de la nationalité suisse par des partenaires étrangers

En ce qui concerne l'acquisition de la nationalité suisse par le partenaire étranger, la loi ne prévoit pas la possibilité d'obtenir la naturalisation suisse de manière facilitée comme c'est le cas pour le conjoint étranger d'une personne suisse. Cependant, un séjour de cinq ans, dont l'année qui précède la requête, suffit à la partenaire enregistrée d'une Suisseuse ou au partenaire enregistré d'un Suisse pour demander la naturalisation ordinaire si la vie commune a duré au moins trois ans (art. 15, al. 5, de la loi fédérale du 29 septembre 1952 sur l'acquisition et la perte de la nationalité suisse [Loi sur la nationalité, LN; RS 141.0]). La disposition suivante est valable pour les personnes étrangères liées par un partenariat: la personne étrangère ne peut demander l'autorisation de naturalisation que si elle a résidé en Suisse pendant douze ans, dont trois au cours des cinq années qui précèdent la requête; dans le calcul des douze ans de résidence, le temps que la requérante ou le requérant a passé en Suisse entre 10 et 20 ans révolus compte double. Lors d'une demande d'autorisation conjointe des partenaires, lorsque l'une d'elles ou l'un deux remplit les deux conditions, il suffit pour l'autre de résider en Suisse durant cinq ans, dont l'année qui précède la requête pour autant qu'ils vivent en partenariat enregistré depuis trois ans; ces délais s'appliquent également à la requérante ou au requérant dont la partenaire ou le partenaire a déjà été naturalisés à titre individuel (art. 15, al. 6, LN).

Effets patrimoniaux du partenariat

Chaque partenaire dispose de ses biens et répond seul de ses dettes. Ce système correspond à la séparation des biens du droit matrimonial. Chaque partenaire est tenu, s'il en est requis, de renseigner l'autre sur ses revenus, biens et dettes. A la requête de l'un des partenaires, le juge peut astreindre l'autre ou des tiers à fournir les renseignements utiles et à produire les pièces nécessaires.

En cas de dissolution du partenariat, les partenaires peuvent convenir d'une réglementation spéciale et prévoir, par exemple, que les biens seront partagés selon les dispositions du droit matrimonial concernant la participation aux acquêts. Une telle convention n'est valable que s'il elle est établie en la forme authentique par une personne habilitée (notaire).

A des fins de preuve, chaque partenaire peut faire établir un inventaire authentique des biens respectifs.

Dans les domaines du droit fiscal et du droit successoral, les partenaires enregistrés sont assimilés aux couples mariés. Si l'un des partenaires décède, le partenaire survivant est assimilé à un veuf, s'agissant du droit à la rente AVS et à la prévoyance professionnelle.

Communications

Le bailleur du logement commun doit être informé de l'enregistrement du partenariat car une résiliation du contrat par le bailleur n'est valable que si elle est adressée séparément aux deux partenaires.

Partenariat et enfants

L'adoption d'un enfant et le recours à la procréation médicale assistée sont interdits aux personnes liées par un partenariat enregistré. L'adoption de l'enfant du partenaire n'est pas permise non plus.

Lorsqu'un partenaire a des enfants, l'autre partenaire est tenu de l'assister de façon appropriée dans l'accomplissement de son obligation d'entretien et dans l'exercice de l'autorité parentale et de le représenter lorsque les circonstances l'exigent (par exemple en cas de maladie ou d'absence).

Dissolution du partenariat

Les deux partenaires peuvent ensemble déposer une requête de dissolution du partenariat au juge. En outre, chaque partenaire peut demander au juge la dissolution du partenariat si le couple a vécu séparément pendant un an au moins.

Les prestations de la prévoyance professionnelle sont partagées comme en cas de divorce. Après la dissolution du partenariat enregistré, chaque partenaire pourvoit en principe lui-même à son entretien. Toutefois, lorsqu'une personne a, en raison de la répartition des tâches durant le partenariat enregistré, limité son activité lucrative ou n'en a pas exercé, elle peut demander des contributions d'entretien équitables de son partenaire jusqu'à ce qu'elle puisse à nouveau exercer une activité lui permettant de pourvoir elle-même à son entretien.

Registered Partnership

Federal Act on Registered Partnerships between Persons of the Same Sex (Same-Sex Partnership Act)

Entry into force: 1 January 2007

A registered partnership commits partners of the same sex to lead their lives as a couple and to assume joint responsibilities. Partners must support and respect each other. They must each contribute, as far as they are able, to the upkeep of their lives together.

Conditions

To form a registered partnership, partners must meet the following legal requirements:

- Partners must be over the age of 18 years and capable of proper judgement;
- They must not already be married or already be living in a registered partnership;
- Persons subject to a guardianship order must obtain the consent of their legal guardian;
- Partners must not be directly related. No one may form a partnership with his or her brother or sister, father or mother or with a grandparent, irrespective of whether they are related by blood or by adoption.
- One of the two partners must hold Swiss nationality or be resident in Switzerland.

If neither of the partners hold Swiss nationality or reside in Switzerland, they may not form a same-sex partnership in Switzerland.

Preliminary procedure

The partners must go in person to the registry office in the place where one of them is resident and must produce the following documents:

Swiss nationals:

A personal civil status certificate and a certificate of permanent residence or certificate of domicile.

Foreign nationals:

A certificate of domicile and documents issued by their own country relating to their birth, sex, surname, parentage, civil status and nationality.

Partners previously married or living in a registered partnership:

Confirmation of the dissolution of the marriage or registered partnership.

The application form to register a partnership can be requested from the relevant registry office.

After completing and returning this form and producing the necessary documents, the partners must also declare in person to the registrar that they meet all the legal requirements.

The registrar will examine the application and inform the partners whether the partnership can be registered. The details of the registration procedure will be decided in agreement with the registry office. Registration must occur within three months of notification being given of the decision that the preliminary procedure has been successfully completed.

Swiss nationals living abroad may file their application through the relevant diplomatic or consular representation.

Formation of the partnership

The two partners make a declaration before the registrar that they wish to form a partnership. The registrar will then call on them to sign the partnership document and will issue them with a partnership certificate.

Costs

The registry office charges a fee for registering the partnership (preliminary procedure and formation of the partnership) and for the documents issued.

Recognition of same-sex partnerships formed abroad

A partnership that has been validly registered abroad will be recognised in Switzerland if it complies with Swiss legal principles.

The partnership will be recorded in the “Infostar” civil status register if one of the partners holds Swiss nationality or is resident in Switzerland. The application for recognition must be filed with the Swiss representation (embassy or consulate) together with the documents on the registered partnership.

The Swiss representation will verify the authenticity of the documents, certify them and then translate them, if necessary, into an official language of Switzerland (in return for a fee). The documents will then be sent to the civil status supervisory authority in the relevant canton. The supervisory authority of the canton of origin will be responsible for Swiss nationals.

The cantonal supervisory authority will decide whether the partnership can be recognised. If the requirements are met, it will authorise the partnership to be recorded in the registers. Based on this decision, the partnership formed abroad may therefore be recorded in the “Infostar” civil status register.

A marriage celebrated abroad between persons of the same sex will be recognised in Switzerland as a registered partnership.

New civil status

Civil status must always be indicated on official forms and in correspondence with the authorities. The official term is “in a registered partnership” or “partnership dissolved” after the legal dissolution of the partnership or the death of a partner.

Joint home

The two partners undertake, as a result of registering the partnership, to lead their lives as a couple. They decide together whether they want to live in the same home or in two or more homes. One partner cannot sell or terminate the lease for the joint home without the express consent of the other partner.

Effects of the registered partnership

Personal effects on the partners

Surname and citizenship of Swiss partners

After forming the registered partnership each partner keeps his or her previous surname; the registered partnership has no legal effect on the surname, or on the place of origin of Swiss citizens. However, in order to indicate the nature of their personal relationship, partners are permitted to have a “partnership name”, a combined surname made up of their two surnames (without a hyphen in between), entered in their passports (but not on their identity cards) in the section on “official endorsements”. This “partnership name” does not have any legal significance, however.

Foreign partners who live in Switzerland can declare to the registrar that they want their surnames to be governed by their national law (Article 37(2) of the Federal Act on Private International Law; LDIP SR 291¹). In some countries (e.g. Germany, Scandinavian countries), the national law allows partners to bear a shared surname.

Swiss citizenship for foreign partners

The Same-Sex Partnership Act does not provide for any form of simplified naturalisation for foreign partners, as is the case for foreign spouses of Swiss citizens. However, it is sufficient for naturalization if the registered partner of a Swiss citizen has been resident in Switzerland for a total of five years, whereby one year must be immediately before the application is made, provided he or she has lived in a registered partnership with the Swiss citizen for three years (Article 15 para. 5 of the Federal Act of 29 September 1952 on the Acquisition and Loss of Swiss Citizenship [Citizenship Act; SR 141.0]). In the case of a registered partnership between non-Swiss citizens, an application for naturalisation may only be made by persons who have lived in Switzerland for a total of twelve years, three of which must be in the five years prior to the application being made. In relation to the period of twelve years, any period during which the applicant was aged between 10 and 20 and living in Switzerland counts as double. If a couple registered as partners submit their applications at the same time, but only one of the partners fulfils the requirements, it is sufficient if the other partner has been resident in Switzerland for a total of five years, whereby one year must be immediately before the application is made, provided he or she has lived in a registered partnership with the Swiss citizen for three years. These periods also apply to an applicant whose registered partner has already successfully acquired Swiss citizenship (Article 15 para. 6 of the Federal Act).

Financial effects of the partnership

Each partner has a right of free disposal over his or her own property and is solely responsible for his or her debts. This system corresponds to the system of separation of assets under matrimonial law. Each partner is obliged, if requested, to inform the

¹ SR = Systematische Rechtssammlung, (Classified Compilation of Federal Legislation).

other partner about his or her income, assets and debts. On application, the courts may compel the other partner or third parties to provide the information required and to produce the necessary documents.

In order to regulate matters in the event of the partnership being dissolved, the partners may conclude a special agreement and specify, for example, that the property will be shared according to the provisions of matrimonial law on participation in the property acquired during marriage. This type of agreement will be valid only if publicly certified by an authorised person (i.e. a notary).

Each partner may have an officially certified inventory drawn up of his or her respective assets, to be produced as evidence.

In the areas of tax law and inheritance law, registered partners will be treated like married couples. If one of the partners dies, the surviving partner will be regarded as a widow or widower with regard to entitlement to old-age and survivors' pensions and occupational pensions.

Notifications

The landlord of the joint home must be informed of the partnership's registration because notice of termination of the lease by the landlord is valid only if sent separately to each of the two partners.

Partnership and children

A couple living in a registered partnership are not permitted to adopt a child or to undergo assisted reproduction procedures. Adoption of the partner's child is also not permitted.

Where a partner has children, the other partner must assist his or her partner appropriately in fulfilling the obligation of support and in exercising parental authority, and must take the place of his or her partner when circumstances require (for example in the event of illness or absence).

Dissolution of the partnership

The two partners may make a joint application to the court for the dissolution of the partnership. Either partner may also request the court to dissolve the partnership if the couple has lived separately for at least one year.

As in the case of a divorce, entitlements to occupational pension benefits are shared. After the registered partnership has been dissolved, each partner will in principle be responsible for supporting himself or herself. However, where one person has, due to the distribution of tasks during the registered partnership, limited his or her paid work or has not worked, he or she may request reasonable maintenance payments from his or her partner until he or she is able to support himself or herself by working again.